



ANTONIO MASIELLO/GETTY IMAGES

Est-il temps de cesser d'appeler Vladimir Poutine «président»?

Le dirigeant russe remet à l'heure les limites de son mandat, ce qui lui permettra de gouverner jusqu'en 2036.

- Jeremiah Jacques
- [01/06/2020](#)

« Je reconnais entièrement ma responsabilité personnelle envers les citoyens de ce pays. » Avec ces paroles prononcées le 10 mars, le dirigeant russe Vladimir Poutine a commencé à répondre à une question qui agaçait les observateurs du Kremlin, depuis plusieurs années.

La question était : Comment Poutine restera-t-il au pouvoir après 2024 ?

La Constitution russe interdit à une personne de détenir le poste présidentiel pendant plus de deux mandats consécutifs. Le mandat actuel de 6 ans de Poutine est son deuxième d'affilée, et se termine en 2024.

Pourtant Poutine a enfreint beaucoup trop de lois et s'est fait bien trop d'ennemis pour renoncer volontairement au pouvoir qui le protège. Les experts s'attendaient à ce qu'il joue avec le système, parce que c'est ce qu'il a accompli avec succès auparavant.

En 2008, alors que Poutine terminait deux mandats présidentiels consécutifs de 4 ans, lui et la plupart des Russes sentaient qu'il ne faisait que commencer. Mais alors, il s'est heurté à la limite du mandat constitutionnel, et a quitté la présidence.

Mais il n'a pas quitté le pouvoir politique.

Un maître de l'esquive

De 2008 à 2012, Poutine confia la présidence à Dimitri Medvedev, son protégé servile, et il s'installa au poste de Premier ministre. Avec ce stratagème, Poutine est resté le véritable dirigeant de la Russie tout en prétendant essentiellement être le commandant en second.

Pendant cette période, les forces de Poutine envahirent l'ancienne république soviétique de Géorgie et prirent le contrôle d'un cinquième de son territoire. Cela montra à la Russie et au monde que même si l'Union soviétique s'était effondrée, sous Poutine la Russie était de retour. Encore une fois, elle était un pouvoir à craindre et à respecter.

Poutine a aussi modifié la Constitution pour prolonger la durée du mandat présidentiel à six ans, à compter de l'élection suivante. En 2012, il revenait à la présidence avec un nouveau mandat présidentiel étendu à 6 ans. En 2018, il ne surprit personne en décrochant un autre mandat. Mais il savait qu'il voudrait rester au pouvoir au-delà de 2024.

Il y a des indications qui laissent à penser que Poutine ait envisagé de rester à la tête de la Russie au-delà de 2024, avec une autre version du « remaniement Medvedev », cette fois-ci peut-être avec un autre protégé. Il a aussi envisagé de gouverner la Russie par l'intermédiaire du Parlement ou à partir du poste du Conseil d'État russe. Il a également envisagé de fusionner la Biélorussie voisine avec la Russie, puis de quitter la présidence russe pour un poste encore plus puissant à la tête d'un nouvel État supranational Russie-Biélorussie.

Mais le 10 mars, après que ces différentes options ont été pesées dans la balance et trouvées insatisfaisantes, Poutine a déclaré aux députés russes, durant une session de la Douma, la chambre basse du Parlement russe, que l'horloge devrait simplement être mise à zéro pour la durée de son mandat présidentiel afin qu'il puisse demeurer président après 2024.

« Nous en avons besoin pour la stabilité », a-t-il dit.

Poutine ajouta qu'il ne souhaitait pas mettre fin aux limites du mandat constitutionnel pour tout le monde : « La nation ne devrait pas revenir aux modèles de l'ère tsariste ou au modèle de l'ère soviétique quand aucune élection n'avait lieu », a-t-il dit, parce que « la Russie a vécu assez de révolutions dans son histoire ».

Mais il a souligné le fait que sa propre situation unique est différente. Pour que la Russie puisse assurer un niveau de stabilité nécessaire pour avoir une rotation de dirigeants, elle a d'abord besoin de plusieurs années supplémentaires de règne de Poutine. Puis, une fois que la nation aura été stabilisée sous sa main, mettre en application les limites du mandat constitutionnel « deviendra une priorité », a-t-il dit.

Après le discours de Poutine, la Douma a applaudi et voté de manière écrasante en faveur de l'adoption d'un ensemble de réformes constitutionnelles qui incluaient la clause du renouvellement des limites de son mandat. Le projet de loi est ensuite passé à la chambre haute et a été approuvé le 16 mars par la plus haute juridiction de Russie. Le 22 avril, un « vote de tous les citoyens » donna aux citoyens russes la possibilité d'accepter ou de rejeter les réformes. Mais cette mesure, comme les autres, était surtout un stratagème pour donner au pouvoir de Poutine une apparence de légitimité à cause de sa poigne de fer sur les médias et les organismes qui conduisent et comptent les bulletins de vote.

Un titre plus approprié

Vladimir Poutine a donc recommencé. Après 20 ans au pouvoir, il a ouvert la voie pour garder le titre de président, potentiellement jusqu'à la fin 2036, alors qu'il aura près de 84 ans. Pourtant il est peut-être temps d'arrêter de l'appeler par ce titre.

Plus approprié, maintenant que ses couleurs dictatoriales sont bien en évidence, peut-être « dirigeant suprême », comme les chefs de la Corée du Nord et de l'Iran, ou peut-être « chef suprême », comme son compagnon, l'homme fort de la Chine est qualifié. Peut-être bien « dirigeant de la nation », comme le dictateur de longue date du Kazakhstan.

Ou, pourrait-il y avoir un titre différent pour Poutine, qui serait encore plus approprié ?

« Nous devons surveiller de près Vladimir Poutine. Il est "le prince de Rosch" sur lequel Dieu a inspiré Ézéchiël d'écrire, il y a environ 2 500 ans ! »

Ces mots ont été écrits par le rédacteur en chef de *La trompette*, Gerald Flurry, dans l'édition de septembre 2014.

L'article de M. Flurry examine les prophéties bibliques au sujet d'une puissance asiatique multinationale qui se formera, au temps de la fin, et lèvera une armée de 200 millions de soldats. Il attire particulièrement l'attention sur Ézéchiël 38 : 2, qui appelle l'homme qui dirige cette armée asiatique le « Prince de Rosch, Méschec et Tubal » (Ézéchiël 38 : 2-3).

Méschec et *Tubal* sont des noms anciens qui correspondent à des villes russes modernes. *Rosh* est une variation de l'ancien nom pour la Russie, qui fut anciennement appelé *Rus* (voir le *Benson Commentary on the Old and New Testament*, le *Jamieson, Faussett and Brown Commentary* et autres sources).

Le passage continue ensuite en décrivant des campagnes militaires féroces qui seront conduites par cette puissance dirigée par le « prince de Rosh ». Mettant en parallèle ces prophéties avec le resserrement de l'emprise puissante de Poutine, sur le pouvoir en Russie, et la politique étrangère agressive que le pays a adoptée sous son commandement, M. Flurry a écrit : « Je crois fortement que Vladimir Poutine va diriger cette armée de 200 millions d'hommes ».

À la lumière de ces prophéties et du succès de Poutine à devenir lui-même un dirigeant incontesté, peut-être même à vie, le titre de « président » semble considérablement moins précis que celui de « prince de la Russie ».